

Vingt ans de croissance économique : profil d'activités et démographie freinent le dynamisme de la Bourgogne

Entre 1990 et 2011, le PIB régional a augmenté de 0,7 % en moyenne annuelle. C'est très inférieur au rythme national de 1,5 %. Les récessions sont davantage marquées en Bourgogne tandis que les périodes de croissance y sont plus atténuées. Ce moindre dynamisme de la région s'explique à la fois par l'orientation de son économie, la faible pression démographique et la proximité de deux grandes régions, Île-de-France et Rhône-Alpes, qui captent les activités tertiaires à fortes valeurs ajoutées.

En vingt ans, l'économie régionale s'est transformée, surtout en termes d'emplois, moins en termes de valeur ajoutée. En particulier, l'industrie qui a beaucoup perdu d'emplois, a maintenu sa contribution à la production de richesse, du fait de la transformation de ses modes de production.



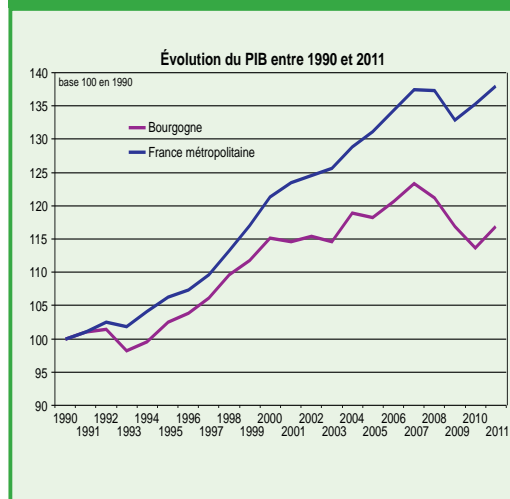
N°201 - Juin 2014

Le PIB de la Bourgogne s'élève à 42 271 millions d'euros en 2011. Au cours des vingt dernières années, de 1990 à 2011, il a augmenté de 0,7 % par an en volume, soit un rythme deux fois inférieur à celui de la France métropolitaine. Cette moindre performance est le résultat d'une

plus grande exposition de la région aux crises économiques et d'un plus faible dynamisme pendant les périodes de croissance.

Plus fort recul du PIB pendant les récessions

Croissance : la Bourgogne décroche à partir des années 2000



Source : Insee, base 2005, en volume, prix chaînés.

Pendant les deux récessions économiques qui se sont produites entre 1990 et 2011, celle de 1993 et celle de 2008, le PIB recule davantage en Bourgogne et se rétablit ensuite plus lentement.

Ainsi en 1993, le PIB régional diminue de 3 % et ne retrouve son niveau d'avant-crise que deux ans plus tard ; au niveau national, la baisse du PIB est moins prononcée, - 1 %, et elle est compensée dès l'année suivante.

La crise actuelle frappe aussi plus fort et plus durablement la Bourgogne : entre 2007 et 2009, son PIB recule de 5 %, celui de l'ensemble de la métropole de 3 %. Il continue ensuite de baisser en 2010 dans la région et n'a toujours pas retrouvé en 2011 son niveau de 2007, contrairement à la France métropolitaine où la reprise est effective dès 2010. Au total, entre 2008 et 2011, le PIB régional recule de 1,2 % par an, une évolution qui classe la Bourgogne au dernier rang des régions métropolitaines.

Les périodes de croissance sont moins fortes

en Bourgogne. La différence est nette au début des années 2000 : le PIB régional reste stable alors qu'il augmente dans l'ensemble métropolitain. À partir de cette date, le « décrochage » de la région ne cesse de s'accroître.

Dans l'ensemble de la richesse nationale, le poids de la Bourgogne recule de 2,5 % en 1990 à 2,1 % en 2011. Les régions qui contribuent le plus à la production nationale de richesse sont l'Île-de-France (31 %) suivies de Rhône-Alpes (10 %) et PACA (7 %).

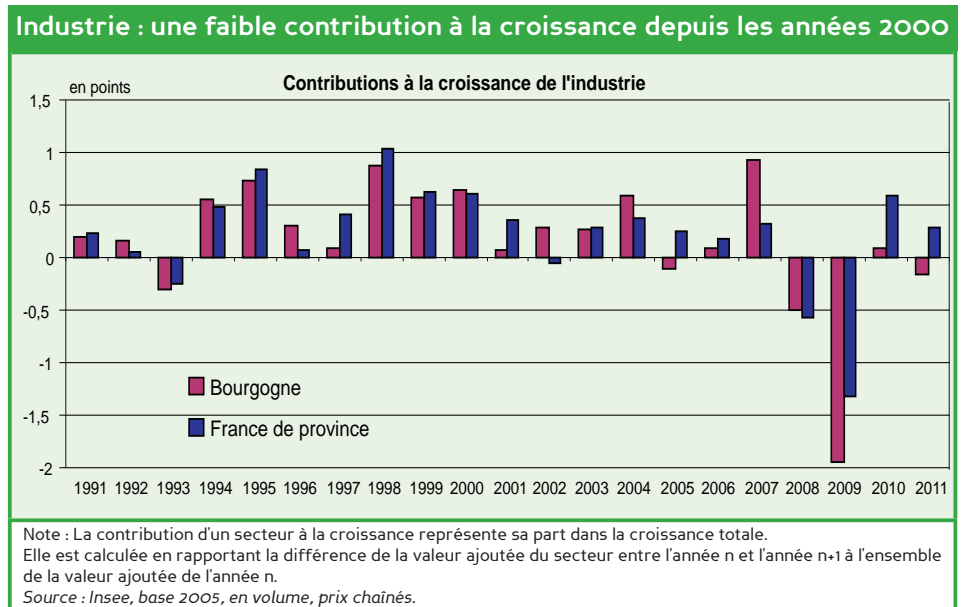
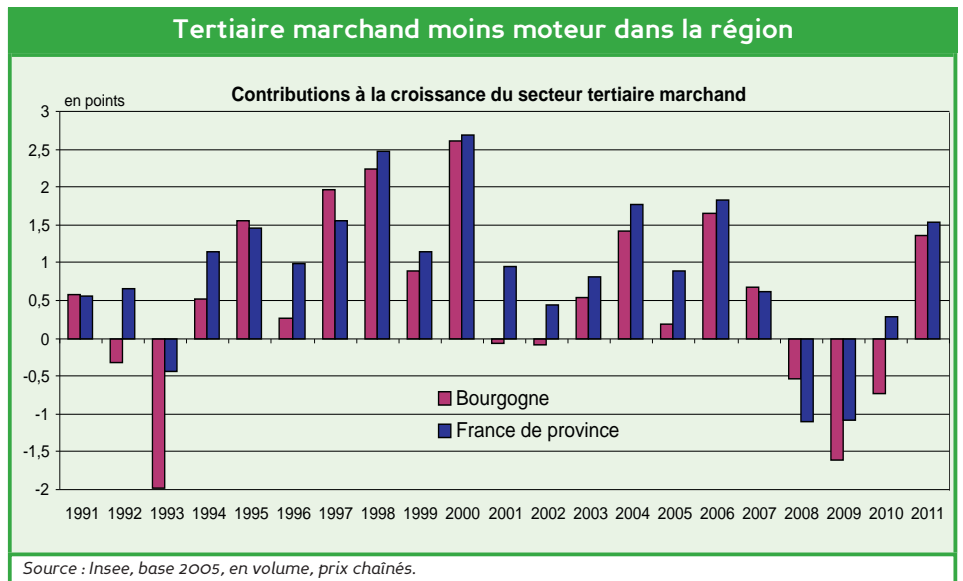
Un tertiaire moins dynamique

Le tertiaire marchand est le premier moteur de la croissance économique de ces vingt dernières années. C'est un vaste secteur qui regroupe le commerce et l'ensemble des services marchands à destination des entreprises, des administrations et des particuliers. Sa croissance, soutenue pour l'essentiel par la demande intérieure, ne s'est interrompue que deux fois, en 1993 et de 2008 à 2010, lors des crises économiques qui ont affaibli le pouvoir d'achat des ménages et ralenti la demande des entreprises.

En Bourgogne, le tertiaire marchand concentre 48 % de la valeur ajoutée régionale et 41 % des emplois. Comparé à l'ensemble de la France hors Île-de-France, il est moins dynamique dans la région. Cette plus faible performance s'explique en partie par une démographie régionale très ralentie, un tissu productif peu dense, et une localisation géographique particulière, entre deux régions très urbanisées, Île-de-France et Rhône-Alpes, qui offrent les services tertiaires les plus qualifiés.

Les activités scientifiques et techniques, les activités financières et assurances ou encore le commerce, se sont ainsi moins développés en Bourgogne. Le secteur « information-communication » a même reculé ; il est fortement exposé à la concurrence d'établissements localisés dans les métropoles voisines de Paris ou de Lyon. Seul le secteur « transport et entreposage » enregistre de meilleurs résultats en Bourgogne, région traversée par des nombreuses voies de communication.

L'administration publique contribue aussi fortement à la croissance économique. C'est un secteur qui pèse lourd dans l'économie, un tiers des emplois, un quart de la valeur ajoutée régionale, et dont la croissance est presque continue sur la période. Pendant les crises économiques, il résiste et joue un rôle d'amortisseur. Son poids est ainsi passé de 25 % à 27 % de la valeur



ajoutée entre 1991 et 1994, puis de 23 % à 25 % entre 2007 et 2011. Cependant, ce secteur s'est lui aussi développé moins rapidement dans la région.

Fort recul de l'industrie pendant la crise

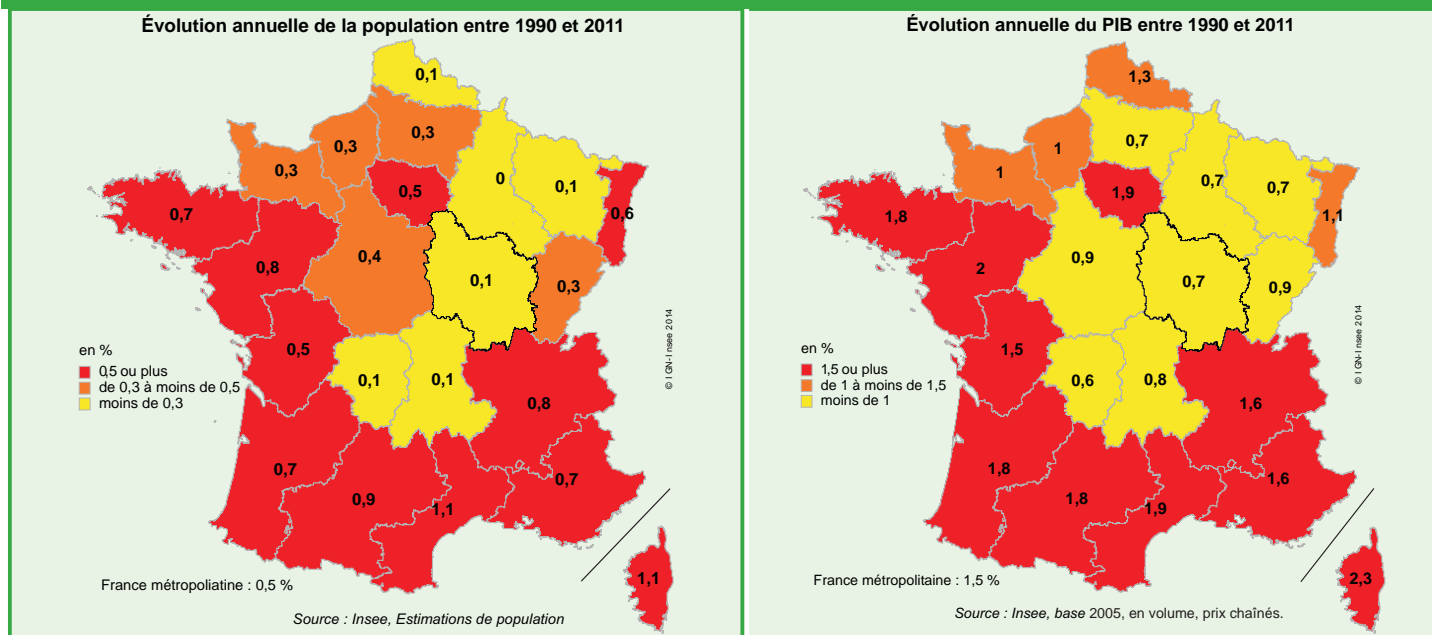
L'industrie participe peu à la croissance économique de ces vingt dernières années avec une contribution de l'ordre de 0,5 % par an. En Bourgogne comme en France, elle a connu une période assez favorable à la fin des années quatre-vingt dix. Mais, en 2008 et 2009, le recul de sa valeur ajoutée est davantage marqué dans la région, en particulier dans la fabrication d'autres produits industriels, comme la métallurgie, ou la fabrication d'équipements électriques-électroniques.

Dans la construction, les cycles de croissance ont un profil assez proche de ceux de l'ensemble de l'économie, en Bourgogne comme en moyenne nationale, avec une période faste entre 1997 et 2007 et deux périodes de crises en 1993 et entre 2008 et 2010. Dans l'agriculture la croissance est restée modérée sur l'ensemble de la période, avec des cycles importants liés aux productions viticoles et à des facteurs climatiques, comme la canicule de 2003.

Une démographie peu porteuse

Avec un PIB par habitant de 25 700 euros en 2011, la Bourgogne se classe au 11^e rang des régions métropolitaines. En 1990, elle se classait au 8^e rang. La Bourgogne appartient à un groupe de

La démographie favorise la croissance des régions atlantiques et méditerranéennes



régions à faible croissance, tant économique que démographique, avec deux régions du quart nord-est, Lorraine, Champagne-Ardenne, et deux régions du centre de la France, Auvergne et Limousin.

La population régionale a augmenté de 0,1% par an en moyenne entre 1990 et 2011, un rythme cinq fois inférieur au rythme métropolitain. Cette faible pression démographique se traduit par un faible développement de l'économie présente dont l'activité est tournée vers la population présente comme le commerce, la construction ou l'administration publique. Cette sphère économique sur laquelle repose l'essentiel des créations d'emplois, est moins dynamique dans la région, d'autant que l'attrait touristique est loin d'être suffisant pour compenser la faiblesse de la demande locale.

La croissance de la population active, qui contribue à la production de richesse, est aussi très modérée en Bourgogne avec une hausse de 8 % entre 1990 et 2011 contre + 18 % en France métropolitaine. Cette croissance de la population active bourguignonne repose uniquement sur le développement de l'activité féminine alors que le nombre d'hommes actifs diminue.

Transformation de l'économie

En 20 ans, l'économie régionale s'est transformée, moins industrielle ou agricole, et davantage tertiaire. Ces

transformations sont surtout visibles sur l'emploi, alors que la composition sectorielle de la valeur ajoutée en volume évolue peu.

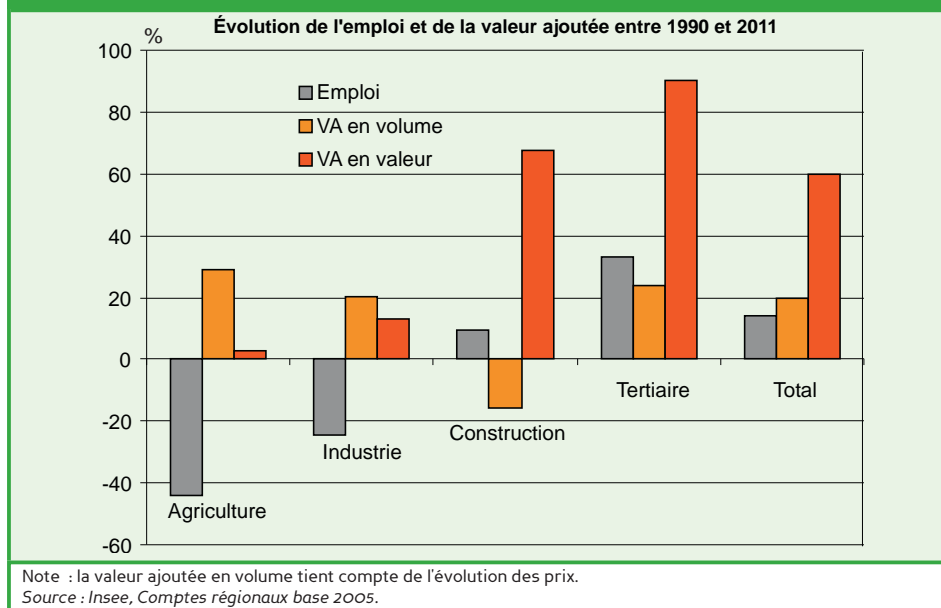
En 2011, le tertiaire concentre 73 % de la valeur ajoutée contre 71 % en 1990, soit une légère augmentation de deux points à mettre à l'actif du tertiaire marchand.

Le développement du tertiaire est davantage marqué en termes d'emplois. Avec 88 000 emplois supplémentaires, il représente 73 % des emplois en 2011

contre 62 % en 1990, soit un gain de 11 points.

Dans le même temps, l'industrie a perdu près de 44 000 emplois et concentre désormais moins de 16 % de l'emploi régional contre 24 % en 1990. Pourtant sa part dans la valeur ajoutée en volume reste stable de l'ordre de 17 %. L'intensité capitalistique de ce secteur ne cesse en effet de s'accroître et lui permet d'augmenter sa productivité, c'est-à-dire la richesse produite par emploi qui passe de

Forte croissance de la valeur ajoutée en prix courants dans la construction et le tertiaire



Plus forte productivité dans l'agriculture bourguignonne

Productivité apparente selon le secteur (valeur ajoutée en volume par emploi) en milliers d'euros

	Bourgogne		France hors Île-de-France	
	1990	2011	1990	2011
Agriculture, sylviculture et pêche	28,5	57,0	22,8	50,4
Industries manufacturières, industries extractives et autres	33,6	57,1	36,6	62,1
Construction	50,4	40,9	47,1	43,2
Tertiaire marchand	61,9	62,0	60,3	63,9

Sources : Insee, base 2005, en volume, prix chaînés - Estimations d'emploi.

33 600 euros en 1990 à 57 100 euros en 2011. De même, l'agriculture maintient sa place au sein de la valeur ajoutée, 5 %, alors qu'elle perd 17 000 emplois et ne représente plus que 4,6 % de l'emploi total en 2011 contre 7,5 % en 1990. Ici aussi, la rationalisation des modes d'exploitation a permis d'améliorer la productivité, de 28 500 euros en 1990 à 57 000 euros en 2011. Le poids de la construction au sein de la valeur ajoutée a tendance à diminuer, surtout depuis la crise de 2008, où il est passé de 6,4 % à 5,2 % avec de nombreuses pertes d'emploi. En tenant compte des prix du marché et en raisonnant en valeur et non en volume, la tertiarisation de l'économie est encore plus nette, avec une part du tertiaire au sein de la valeur ajoutée qui augmente de 63 % à 73 % et une part de l'industrie qui baisse de 23 % à 16 %. Les prix des produits du secteur tertiaire ont en effet plus augmenté que les prix des produits de l'industrie, davantage exposés à la concurrence et dont les modes de production se sont fortement automatisés.

Une productivité apparente du travail plus faible

Le PIB par emploi s'élève à 65 100 euros en Bourgogne. Cette productivité apparente du travail classe la région au 15^e rang des régions métropolitaines parmi les régions moyennement productives avec la Franche-Comté, la Corse, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon.

La structure de son appareil, moins orienté vers les activités à forte valeur ajoutée comme les services marchands, pèse sur la productivité régionale. En particulier, les activités à haute valeur ajoutée comme l'information-communication ou les activités financières sont moins présentes. Dans l'industrie orientée vers des activités de main d'œuvre comme les industries agroalimentaires, la valeur ajoutée par emploi est aussi plus faible dans la région. Et elle a moins progressé entre 1990 et 2011.

Dans les années à venir, la croissance économique en Bourgogne pourrait rester en deçà des moyennes nationales. Les perspectives démographiques ne sont en effet guère favorables à la région, qui conjugue vieillissement et faible attractivité.

Le développement de filières d'excellence, à l'image de celle des deux pôles de compétitivité, pourrait toutefois favoriser la croissance économique de la région. Des synergies, par exemple pour la pharmacie, pourraient être développées avec l'Allemagne et la Suisse en profitant de l'ouverture de la voie LGV.

La proximité de l'Île-de-France et de Rhône-Alpes pourrait aussi davantage contribuer à l'essor de la région, si elle génère à la fois l'installation de nouveaux résidents en quête de lieux de vie moins urbains, et la localisation d'activités à la recherche elles aussi d'espace disponible.

■ Christine Charton, Stéphane Vigneau.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Croissance dans les régions : davantage de disparités depuis la crise - Insee première n°1501 - juin 2014.
- Les comptes de la nation en 2013 : le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise - Insee première n°1499 - mai 2014.
- Trente ans de vie économique et sociale. Avant et après les chocs pétroliers : l'économie française de 1949 à 2012 - Insee références - édition 2014.
- Emploi et territoires de 1975 à 2009 : tertiarisation et rétrécissement de la sphère productive - Économie et statistique n°462-463 - janvier 2014.

Insee - Bourgogne
2, rue Hoche - BP 83509
21035 Dijon Cedex
Tél : 03 80 40 67 67
Fax : 03 80 40 68 00
Service Insee Contact :
09 72 72 40 00
Appels à tarification locale

Directeur de la publication :
Moïse Mayo

Chef du Service Études et Diffusion :
Marie-Laure Monteil

Responsable des études :
Christine Charton

Rédactrice en chef :
Chantal Prenel

Maquette PAO :
Thierry Poisse

Dépôt légal
à parution
ISSN 1246-483 X
© Insee 2014